



Bulletin cheminot Lyon

Lundi 18 mars 2024

Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée. Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

Nos congés ne sont pas à vendre !

Avec les JO qui arrivent, la boîte nous incite à épargner nos congés, donc à nous les faire payer plutôt qu'à les poser.

Mais nos jours de congés, c'est pour nous reposer et profiter de la vie en dehors du boulot ! Si la boîte n'est pas en mesure de nous accorder tous nos jours à la fin de l'année, elle n'a qu'à embaucher plus d'agents ! Et si on a besoin d'argent pour terminer le mois, ce sont des augmentations de salaire qu'il nous faut, pas du travail supplémentaire !

50 balles et un Mars

À l'EIC, pendant la période JO, une prime de 50 euros sera versée aux agents par jour travaillé. Mais ce dispositif ne sera pas valable pour tous les postes d'aiguillage de la région ! Sur Sibelin, par exemple, la prime sera valable au Poste 1, mais pas au Poste F ni au Poste D ! Pourtant, c'est notre travail collectif qui permettra à la boîte de tourner cet été.

Ne nous laissons pas prendre au piège de la division tendu par la boîte ! L'argent qui manque pour remplir le frigo, faire le plein ou partir en vacances, c'est dans tous les postes et tous les mois qu'il manque ! Alors plutôt que de gratter la prime chacun de son côté, pourquoi ne pas réclamer des augmentations de salaire tous ensemble ?

L'exploitation tue

En l'espace de quelques jours, deux de nos collègues sont morts au travail. Les accidents se sont produits lors du travail sur une rame au technicentre de Bischeim, et sur les voies à Dijon lors du passage d'un train. Ces drames nous touchent forcément et c'est aux familles et proches que nous pensons en premier.

A ce jour, les circonstances exactes ne sont pas connues. Mais les cheminots ne connaissent que trop bien le genre de circonstances souvent révélées lors des enquêtes indépendantes après un accident du travail. La hausse de la pression sur les cadences, la désorganisation du travail à cause des politiques du « flux tendu » ou du « zéro stock » qui augmentent les risques, ou le sous-effectif qui conduit à faire plusieurs choses à la fois. Tout cela, c'est au détriment de notre propre sécurité. Dans les hautes sphères de la direction, c'est sûr qu'on n'a jamais risqué de mourir étouffé avec un petit four.

Nos vies valent plus que leurs profits !

Après ces morts, des enquêtes sont en cours. Mais quel que soit le résultat, jamais un travailleur ne devrait mourir au boulot. En France, le nombre d'accidents et de morts au travail est en augmentation. C'est pourtant toujours les mêmes causes, bien connues, qui mènent à ces drames. La course à la productivité, les horaires décalés et à rallonge, la pression des chefs... Pourtant, c'est souvent la victime de l'accident qui est mise en cause, pour se dédouaner. Faire leur bénéfice sur notre dos, et en plus avec notre peau ? Pas question !

Alerte aux ESR, qui sont les vrais coupables ?

Dans un mail envoyé aux tractionnaires, la direction s'alarme de la recrudescence des événements de sécurité remarquables depuis le début de l'année. Si ces ESR sont certes en hausse, nos chers patrons sont bien hypocrites de nous rappeler individuellement à nos obligations alors qu'ils sont responsables de la dégradation de nos conditions de travail : un boulot répétitif avec des rythmes de travail épuisants, mal-payé et que nous exerçons dans des conditions de plus en plus lamentables. La solution face aux ESR ? Des embauches et des moyens !

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°11 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Fête locale du NPA

Pour venir échanger sur nos luttes et passer un moment convivial, le NPA organise sa fête locale le 23 mars. Adressetoi à nos diffuseurs ou écris-nous pour obtenir tes places.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com